

24 SEPTEMBRE 2014 - CONFÉRENCE DES VILLES « LA RÉPUBLIQUE DES TERRITOIRES »

La 14ème édition de la Conférence des Villes, organisée par l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF) présidée par Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse et président de Toulouse Métropole, aura lieu le 24 septembre 2014 à l'Hôtel de Ville de Paris.

Rendez-vous des acteurs de l'urbain, la Conférence des Villes constitue un temps fort de l'actualité politique au cours duquel les principaux responsables politiques locaux et les grands acteurs du monde économique engagés aux côtés des collectivités locales débattent des évolutions urbaines de notre pays.

Alors que de profondes transformations institutionnelles sont à l'œuvre, la 14e édition aura pour thème « La République des Territoires ». Pour la première fois depuis les dernières élections municipales, les élus urbains débattront publiquement de la réforme territoriale, de l'articulation des métropoles avec les nouvelles régions, de la redistribution des compétences locales, et, plus globalement, de l'organisation des espaces métropolitains dont l'interdépendance entre urbain et rural. Ils aborderont également la question de la maîtrise territoriale de l'énergie et de l'économie circulaire. Ils reviendront, enfin, sur la baisse historique des dotations de 28 milliards d'euros d'ici 2017 en pointant les conséquences sur l'investissement local et le niveau de services offerts à leurs concitoyens.

De nombreuses personnalités de premier plan y participeront notamment, autour de Jean-Luc Moudenc, président de l'AMGVF, maire de Toulouse et président de Toulouse Métropole, André Rossinot, secrétaire général de l'AMGVF, président de la CU du Grand Nancy, Jean Rottner, maire de Mulhouse, Nathalie Appéré, députée d'Ille-et-Vilaine, Maire de Rennes, Jean Viard, directeur de recherche au CNRS au CEVIPOF, Michel Destot, député de l'Isère, président d'honneur de l'AMGVF, Pierre Gattaz, président du MEDEF, Chantal Jouanno, sénatrice de Paris, Jean-Louis Chaussade, directeur général Suez Environnement, Jean-François Cirelli, vice-président, directeur général délégué de GDF Suez, Pierre Mongin, président directeur général du Groupe RATP, Michèle Pappalardo, fédératrice du « mieux vivre en ville », Jean-Pascal Tricoire président Schneider Electric, Antoine Frerot, président de Veolia, Philippe Wahl, président du groupe La Poste, Eric Brac de la Perrière, directeur général d'Eco-Emballages, Bruno Cavagné, président de la FNTP...

Avec "La République des Territoires", la Conférence des Villes ouvre la voie à une communauté d'idées et d'actions autour des territoires comme nouveaux acteurs de la croissance, de l'innovation, de la solidarité et de la démocratie.

Rendez-vous le 24 septembre 2014 à l'Hôtel de ville de Paris.

→ Inscription, programme & accréditation presse sur le site www.conferecedesvilles.com

LE GRAND PARIS EST-IL COMPATIBLE AVEC LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ?

Relancé en 2007 sous le mandat de Nicolas Sarkozy, le projet du Grand Paris a pour ambition de transformer l'agglomération parisienne en une métropole internationale, capable de rivaliser avec New-York, Londres ou Tokyo. Si le développement de cette nouvelle « ville monde » passera par de nombreux chantiers, il doit également s'inscrire dans une dynamique de transition énergétique permettant ainsi au projet d'avoir une dimension durable et responsable.

À l'heure où la région importe 90 % de l'énergie qu'elle consomme, il est essentiel de pouvoir appréhender l'ampleur des besoins énergétiques que va nécessiter l'instauration de ce futur modèle urbain. C'est ainsi que les économies d'énergies et les énergies renouvelables devront être encouragées, portées notamment par la mise en place du Grand Paris Express. Ce nouveau réseau de transports devrait en effet faire exemple en matière de transition énergétique et peut compter particulièrement sur le soutien de Pierre Mongin, directeur de la RATP, pour se mettre en place.

[Lire la suite de l'article](#)

9 SEPTEMBRE 2014 - UNE MÉTROPOLE RÉSILIENTE FACE AUX RISQUES : DU CONCEPT À L'ACTION

Le 9 septembre 2014 de 8h30 à 10h30 l'IAU îdF organise un petit déjeuner « Décideurs - chercheurs » intitulé « Métropole résiliente : du concept à l'action ? » Ce petit déjeuner s'inscrit dans un cycle d'échanges entre chercheurs et décideurs sur des thèmes à enjeux pour le devenir de l'Ile-de-France.

Depuis le début des années 2010 les politiques de prévention et de gestion des risques naturels s'appuient sur le concept de « résilience ». Des recherches soulignent l'importance des réseaux et les conséquences de leurs interdépendances en termes de vulnérabilité des territoires. Comment anticiper sur les conséquences qu'auraient, à l'échelle métropolitaine, une crise majeure et une défaillance des réseaux qui maillent les territoires? Comment pallier leur vulnérabilité technique et organisationnelle? En quoi le concept de résilience peut-il aider les territoires et les opérateurs à faire face à ces défis?

Ces questions seront abordées au prisme du risque inondation dont les conséquences à l'échelle de la métropole francilienne ont été rappelées encore récemment par un rapport récent de l'OCDE.

Ce petit déjeuner réunira une chercheuse qui synthétisera les résultats des recherches récentes, les acquis et les points qui font débat, et un professionnel qui présentera les démarches menées par la

ville de Paris en partenariat avec les gestionnaires de réseau. L'objectif, au travers d'échanges entre intervenants, élus, professionnels et universitaires, est d'aller vers des pistes d'action pour les territoires franciliens.

L'inscription est gratuite mais obligatoire d'ici le 8 septembre 2014 via le lien internet suivant :

<http://bit.ly/metropoleresiliente>

Lieu: IAU-îdf, 15 rue Falguière, 75015 Paris.

→ [programme en pdf](#)

PHILHARMONIE : LA VILLE DE PARIS NE "PAIERA" PAS LE SURCOUT TRAVAUX

(AFP) - L'Etat souhaiterait que la Ville assume la moitié des 45 M€ nécessaires pour boucler les travaux de la Philharmonie, initialement financés « à parité » par l'Etat et la Ville. Mais « la Ville ne paiera pas », a déclaré M. Julliard, alors que doit se tenir lundi un conseil d'administration crucial pour la Philharmonie. Ce refus « a été entériné » mardi, au cours d'une réunion entre le Premier ministre, Manuel Valls, et la maire de Paris, Anne Hidalgo, a assuré M. Julliard.

Le coût total du projet devrait s'élever à « 380 M€ », au lieu des « 337 M€ » sur lesquels la Ville s'est engagée, selon M. Julliard. Le premier prix global affiché était d'environ 200 M€. La Ville souhaite par ailleurs limiter sa contribution au budget de fonctionnement de la Philharmonie. Elle se limitera pour 2014 à 2,5 M€, selon M. Julliard. L'Etat devrait de son côté mettre sur la table 4,5 M€, selon une source proche de la mairie. Pour 2015, la Ville - qui aurait été entendue par Matignon - ne souhaite pas davantage payer la moitié des 18 M€ de subvention prévus. « Hier (mardi), il a été décidé (entre Mme Hidalgo et M. Valls) qu'une mission Ville-Etat allait s'atteler à travailler à un nouveau modèle de fonctionnement moins coûteux pour les tutelles », a-t-il annoncé.
